

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 janvier 2026

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Rejeté

N° CF509

AMENDEMENT

présenté par

M. Le Coq, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas,
M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard,
M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon,
Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour,
Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud,
Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Gall,
Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument,
Mme Élisa Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor,
Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes,
M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-
Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 45

À la fin, substituer au montant :

« 28 439 880 549 € »,

le montant :

« 23 098 097 974 € ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement de repli, les députés LFI prévoient de minorer la contribution de la France au budget de l'Union européenne dans les mêmes proportions que le budget de l'État est minoré dans le PLF, afin de faire participer Bruxelles à l'austérité qu'elle veut nous imposer avec la complicité des macronistes. Le montant du PSR-UE, de 23 098 097 974 € pour 2025, est revalorisé, en euros courants, dans les mêmes proportions que le budget des administrations publiques centrales, soit 3 %.

Alors que les macronistes veulent voir la France abonder 30 milliards d'euros au budget de l'Union européenne, cela ne semble pas leur poser question que dans le même temps Bruxelles vienne donner des injonctions d'austérité budgétaire au peuple français.

Chaque année depuis 2022 se solde de la même manière :

- Bruxelles invite le Gouvernement à réaliser des coupes sans précédent, pudiquement appelées « réformes structurelles permettant d'amoindrir les dépenses publiques.
- Le Gouvernement macroniste s'engage dans ce programme de coupes par le PSTAB (ou désormais par le PSMT).
- Les macronistes imposent des coupes et le saccage de nos services publics.
- Les effets récessifs de ces coupes, et la baisse des recettes décidées par les macronistes provoque un déficit plus élevé que prévu.
- Il faut alors redoubler d'ardeur dans les coupes prévue et la sape des services publics et de la sécurité sociale.

Cette triste comédie n'a que trop duré ! Il est vital de sortir de toute urgence de la spirale récessionniste dans laquelle les macronistes nous ont plongé.

Dans l'attente d'un retour aux urnes permettant de tourner définitivement la page de la macronie, nous proposons donc que pour 2026, le PSR-UE soit revalorisé dans les mêmes proportions que l'est le budget de l'État entre 2025 et 2026. De cette manière, Bruxelles prendra sa juste part de l'effort budgétaire qu'elle tente d'imposer au pays, et aura la chance de goûter à sa propre potion austéritaire.